Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle ! L'incendie des barrières de l'octroi en juillet 1789*, Paris, L'Harmattan, coll. « Chemins de la Mémoire », 2019, 428 p.

Boris Cattan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4293>

DOI : 10.4000/lrf.4293

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Boris Cattan, « Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle ! L'incendie des barrières de l'octroi en juillet 1789*, Paris, L'Harmattan, coll. « Chemins de la Mémoire », 2019, 428 p. », *La Révolution française* [En ligne], 18 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2020, consulté le 09 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4293> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.4293>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2020.

© La Révolution française

Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle !
L'incendie des barrières de l'octroi en
juillet 1789*, Paris, L'Harmattan, coll.
« Chemins de la Mémoire », 2019,
428 p.

Boris Cattan

- ¹ La thèse de Momcilo Markovic que viennent d'éditer les éditions de l'Harmattan¹ bousculera bien des certitudes qu'entretient l'écriture de l'histoire de la Révolution française sur le mois de juillet 1789. Elle met en lumière, dans un langage accessible, un événement méconnu du tout début de la Révolution qui s'est déroulé du 10 au 14 juillet à Paris : l'incendie des barrières de l'octroi. « Paris brûle ! », c'est le titre que l'auteur donne à son livre parce que les barrières d'octroi sont prises, détruites et incendiées et que les feux sont visibles par tous les Parisiens et les ont marqués. Pourtant, ces incendies sont restés dans l'ombre de l'« événement-symbole » que fut la prise de la Bastille le 14 juillet 1789, célébré dès 1790 et progressivement fixé à partir de la III^e République². L'incendie comme le soulèvement contre les barrières d'ailleurs ont été sous-estimés ou mésestimés par les historiens. Ainsi, aucune étude ou recherche d'envergure n'a été entreprise en profondeur sur l'événement³ et, quand un historien l'évoque, c'est souvent pour en donner une vision caricaturale ou pour l'intégrer rapidement dans la dynamique révolutionnaire parisienne de la première quinzaine du mois de juillet⁴. Aussi, le livre de Momcilo Markovic est le bienvenu dans l'historiographie de la Révolution française, parce qu'il renouvelle les récits des premiers jours du mois de juillet 1789. Disons-le tout de suite, il s'agit d'un livre engagé pour deux raisons. D'une part, on ressent une réelle affection à sa lecture, voire une tendresse manifeste, à l'égard du petit peuple parisien vivant dans les marges parisiennes. D'autre part, l'auteur ne cache pas que son objectif est de réévaluer et de redonner toute sa place à ces journées révolutionnaires dans la construction du récit

révolutionnaire. De ce fait, ces hommes et femmes deviennent les acteurs centraux de l'Histoire et de leur histoire.

- 2 Le travail de Momcilo Markovic commence par la question vitale pour la monarchie et pour le quotidien des populations parisiennes : la question fiscale et plus particulièrement celle de l'octroi. Toutes les marchandises entrant à Paris sont soumises à une taxe. C'est le cas des boissons qui alimentent les tavernes et autres lieux de sociabilités, qui sont pour certains établis dans les marges de la ville. Cet impôt n'est pas en régie directe, mais a été concédé à des négociants, les fermiers généraux, qui la perçoivent au titre d'un contrat de bail. La lourdeur des taxes – jusqu'à 50 % du prix des boissons – est à l'origine de fraudes et de contrebandes massives qui sont le fait de « fraudeurs professionnels » et autres individus plus ou moins recommandables. Elles s'accompagnent de plus en plus souvent, quand les fraudeurs sont pris, de voies de fait et de rébellions sanctionnées plus ou moins sévèrement. Confrontés à une baisse du volume des taxes au début des années 1780, les fermiers généraux convainquent le roi en 1784 de faire construire un mur encerclant les limites de Paris, qui étaient du même coup repoussées, et cinquante-sept bureaux – les fameuses barrières d'octroi – placés à différents endroits du mur, dont certains sont encore debout aujourd'hui⁵. Cette construction sera rapide (moins de sept ans) et coûteuse pour une monarchie lourdement endettée (vingt-quatre millions de livres, au lieu des six millions prévus à l'origine). Dans le même temps, les condamnations sont plus nombreuses et plus lourdes. Elles témoignent du renforcement de l'arsenal judiciaire assurant ainsi une certaine réussite de l'opération. Dans le même temps, les condamnations sont plus nombreuses et plus lourdes. Elles témoignent d'un renforcement de l'arsenal judiciaire qui aura permis une certaine réussite de l'opération. Ainsi, les « prises de corps » augmentent régulièrement jusqu'en 1788, pour baisser très sensiblement par la suite jusqu'à la fin de l'octroi en janvier 1791.
- 3 Autant le dire, rares étaient les Parisiens ou ceux qui vivaient à proximité de la ville qui pouvaient se satisfaire de cette situation. En effet, d'une part, la construction des barrières et la consolidation du mur des fermiers généraux entraînaient un manque à gagner pour les commerçants et vigneron de la ville et de la région, et évidemment plus de risques pour les fraudeurs. D'autre part, la nouvelle définition des limites de la ville intègre des activités qui échappaient à l'octroi jusqu'au début des années 1780. Cela ne pouvait qu'exacerber le ressentiment à l'égard de la Ferme. Aussi les employés et commis de la Ferme étaient détestés parce qu'ils se donnaient le droit de sanctionner et perquisitionner, avec le commissaire de police, celles et ceux qu'ils suspectaient de frauder. Les cahiers de doléances rédigés à l'occasion des états-généraux sont unanimes pour condamner pêle-mêle l'enceinte des fermiers généraux, les commis et l'octroi. Dans cette condamnation, ce sont les fermiers les plus détestés, accusés, non sans raison, d'avoir entrepris des constructions afin de rendre encore plus profitables la perception de l'octroi⁶.
- 4 C'est d'ailleurs une des qualités de ce livre, qui en a beaucoup d'autres, de donner de la « chair au squelette⁷ » des petites gens vivant dans les marges de Paris. Certes, ces femmes et ces hommes sont des fraudeurs ou leurs complices, mais ils sont intégrés dans la société urbaine parisienne. Ils tiennent souvent des débits de boisson ou sont marchands de vin, sont surveillés par la police, et sont soutenus par la population des quartiers quand ils ont affaire à la Ferme générale. À ce sujet, l'auteur montre très bien les tensions sociales et politiques dans les marges de la ville qui s'intensifient plus on se

rapproche de l'année 1789. La Justice, celle de l'Élection, est impuissante à réprimer les délits, les moindres accrochages ou saisies se transforment en attroupements et rébellions pendant lesquels des coups sont échangés. Mais ce qui est le plus remarquable réside dans les solidarités qui se renforcent, d'une part, au sein de la population des marges de la ville et, d'autre part, entre époux lorsque l'un ou l'autre est accusé. Dans le récit qu'en fait Momcilo Markovic, les femmes sont bel et bien présentes et ne sont pas spectatrices. Leur engagement auprès de leur mari est constant et elles savent utiliser des registres de langage très différents selon qu'elles sont confrontées aux employés ou aux juges.

- 5 La deuxième partie de l'étude porte sur l'événement. Momcilo Markovic fait un détour par Lyon, où les barrières d'octroi sont elles aussi attaquées avant même celles de Paris, dès la fin de juin. L'épisode parisien n'a donc rien d'isolé. Mais, à la différence du cas parisien, la reprise en main par les autorités lyonnaises est rapide et brutale. Les jugements des principaux meneurs sont expéditifs et sans pitié, puisque la plupart sont pendus⁸. Dans le cas parisien, c'est avec une très grande précision que l'auteur relate la chronologie qui s'écoule du 10 au 14 juillet 1789, où pratiquement toutes les barrières et bâtiments de l'octroi sont pris, saccagés et incendiés. Le tout est accompagné de cartes très bien construites, ce qui permet de visualiser le soulèvement dans l'espace. À la différence de ce qui était cru jusqu'à maintenant, l'attaque des barrières commence par celles du nord de Paris du 10 au 12 juillet avant de se propager à l'Est, au Sud et à l'Ouest entre le 12 et le 14 juillet. Ces dates ont leur importance. D'une part, le soulèvement commence avant même que la nouvelle du renvoi de Necker est parvenue à Paris, ce qui permet à l'auteur d'écrire malicieusement que l'incendie des barrières marque « l'entrée dans l'histoire du tiers-état⁹ ». D'autre part, la prise de la Bastille n'interrompt pas le soulèvement, qui atteint son paroxysme ce jour-là à l'autre bout de Paris avec l'incendie de la barrière de la conférence dans l'ouest parisien, gravé dans l'histoire par Prieur¹⁰.
- 6 L'auteur s'attarde ensuite sur quelques acteurs essentiels (en particulier les « fraudeurs professionnels », marchands de vins, commis et autres employés de la Ferme) et insiste sur la spontanéité du début de soulèvement dans un contexte de crise aiguë, à partir d'un incident comme il en existait bien d'autres à l'époque. Il se poursuit avec l'implication du petit peuple de la périphérie. Quelques noms émergent des procès-verbaux des employés de la Ferme ou lors de l'instruction menée quand devront être jugés ceux que la justice, la municipalité et la Ferme désignent comme les meneurs. Le soulèvement ne fait que des dégâts matériels et les incendies ne se sont pas propagés aux autres bâtiments de la ville. Il y a eu des blessés, des injures et des menaces, mais aucun décès. D'ailleurs, les employés, dans leurs procès-verbaux, insistent souvent sur la magnanimité des révoltés, qui les préviennent et les laissent fuir.
- 7 Mais ce qui est essentiel est ailleurs dans le récit que nous fait Momcilo Markovic : loin d'abonder dans l'opinion classique s'évertuant à montrer qu'il s'agit d'une révolte de « bandits », de « brigands » ou de « gens sans foi ni loi », l'auteur met en avant les ressorts politiques et fiscaux de ce mouvement alimentés par des années d'humiliations et de vexations. Il s'agit d'un soulèvement contre un impôt – qui plus est un impôt injuste – qui couve depuis longtemps et qu'une étincelle déclenche, comme bien souvent. Certes, les acteurs principaux sont des gens bien connus des commis, des employés de la Ferme et de la justice, car ce sont souvent des « fraudeurs de profession », des marchands de vin ou des propriétaires qui vivent à proximité des

barrières et qui ont déjà été présentés aux juges pour leurs activités illicites. Comment peut-on imaginer qu'il en soit autrement dans la mesure où ils sont les plus lésés par l'octroi. Mais, ils ne sont pas seuls et sont accompagnés d'artisans, de boutiquiers, de journaliers, voire de bourgeois¹¹. Aussi l'auteur intègre-t-il ce soulèvement dans la dynamique révolutionnaire de l'été 1789, mais insiste aussi sur le fait qu'il conserve une certaine autonomie par rapport à la prise de la Bastille. Les barrières continuent d'ailleurs d'être les cibles alors qu'une partie de la population parisienne s'attaque à la forteresse. La situation échappe à tous les pouvoirs établis jusqu'au 23 juillet 1789 lorsque la milice bourgeoise restaure l'ordre. Ainsi, les marchandises circulent librement pendant quinze jours sans que des droits soient perçus, au grand profit de ceux qui fraudent ou font entrer de manière illégale des produits de contrebande.

- 8 Le traitement judiciaire de l'événement est le cadre de la troisième partie. Douze individus vont être poursuivis par le procureur du roi. Ils sont connus pour la plupart d'entre eux et ont eu affaire avec la Ferme avant la Révolution. Ils seront arrêtés dans une opération de police menée en deux temps près d'un an après l'événement, les 16 et 18 juin 1790. Ils ne seront pas jugés et seront élargis par un décret de l'Assemblée nationale constituante qui n'est pas sans interroger l'auteur¹². Deux questions sont alors soulevées par ce dernier à ce moment de son récit : Pourquoi les autorités judiciaires et la nouvelle municipalité souhaitent-elles le jugement des principaux meneurs du soulèvement ? Pourquoi ont-elles renoncé en fin de compte ? Ces deux questions sont importantes car, en comparaison avec la répression rapide et brutale que les révoltés des barrières de Lyon devront subir, on ne peut que s'interroger sur la clémence dont bénéficieront les meneurs parisiens¹³.
- 9 Moncilo Markovic montre tout d'abord que la stratégie de prendre le temps nécessaire pour calmer les esprits avant de frapper fort a été délibérément choisie par la justice, la municipalité et la Ferme générale. Celles-ci veulent prendre leur revanche et marquer dans le droit la légitimité des nouveaux pouvoirs établis sans prendre de risques politiques parce que la situation est encore très instable. C'est pourquoi ce n'est que le 30 janvier 1790 que le procureur du roi lance une instruction. À partir de ce moment, l'affaire est très rondement menée et, dans les six mois qui suivent, plus de quatre-vingts témoins sont interrogés et douze suspects sont recherchés et arrêtés pour être jugés devant la Cour des Aides¹⁴. Or, il était devenu inconcevable qu'une institution de l'Ancien Régime s'empare de cette affaire. L'opinion publique parisienne et les journaux, dont le fameux *Ami du peuple*, ont vu là, certainement à raison, une entreprise contre-révolutionnaire dont l'objectif était de supprimer la liberté si chèrement conquise un an plus tôt. Craignant des troubles et informée de l'émotion que suscite l'ouverture du procès, l'Assemblée préfère renoncer.
- 10 Cette action judiciaire, même inaboutie, est suffisante pour que la mémoire des débuts de la Révolution distingue la prise des barrières de celle de la Bastille. Et c'était l'intérêt d'une classe politique naissante d'opposer le supposé « mauvais peuple » au « bon peuple ». Le premier rassemble des « sauvages » et des « brigands » sans foi ni loi, guidés par leurs intérêts crapuleux, « ennemis » de l'ordre et de l'État, des « anarchistes » en puissance et futurs sans-culottes « terroristes ». Le second réunit des individus épris de liberté – les fameux « Vainqueurs de la Bastille » –, sauvant une révolution toute naissante. Et pourtant, rajoute judicieusement Momcilo Markovic, l'incendie n'a pas fait de victime, alors que la prise de la Bastille en a fait près de cent, très rapidement célébrés et qualifiés de « héros » et de « martyrs », et s'est terminée

par le lynchage de son gouverneur, Delaunay, ainsi que ceux de Bertier de Sauvigny et de Flesselles. La Bastille est démolie très rapidement, alors que les barrières sont reconstruites et ne seront abattues qu'en 1860. N'y a-t-il pas paradoxe ou volonté très tôt de mettre un voile pudique sur une action « populaire » effrayant les élites, soudainement soudées lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts ? Car ne nous trompons pas, affirme l'auteur, la révolte fiscale est perçue comme infiniment séditeuse pour les tenants de l'ordre établi ou à établir. Il fallait la condamner et l'oublier.

- 11 En somme et sans vouloir faire un raccourci trop simpliste, voici un ouvrage qui est bien utile pour comprendre notre époque où les peuples et « ceux qui ne sont rien » cherchent à réinvestir l'espace public et politique. Certes, les contraintes éditoriales ont pu réduire la place qui aurait dû revenir aux documents iconographiques illustrant le propos de l'auteur. De même, on aurait apprécié une analyse prosopographique plus fouillée des employés de la Ferme, qui nous aurait sans doute été utile pour mieux comprendre et connaître cet autre monde des marges parisiennes, pas si légaliste qu'on peut le supposer. Mais ce sont des détails qui n'entament en rien la rigueur de la démonstration, qui s'appuie sur un appareil critique constitué de sources abondantes et précises, qui sont une des très belles qualités de cet ouvrage et que l'on aimerait voir présentées de manière systématique dans l'édition. Enfin, la révolution aux barrières de Moncillo Markovic redonne à l'acteur incontournable qu'est le « petit peuple », trop souvent négligé ces derniers temps, un rôle sans lequel l'année 1789 et la Révolution ne peuvent être comprises. Aussi, cette révolution aux barrières rappelle à ceux qui pourraient l'oublier que, à l'origine de la Révolution, la question fiscale pèse au moins autant que la question politique.

NOTES

1. Momcilo MARKOVIC, *La révolution aux barrières : la fraude et l'octroi à Paris (1785-1791)*, thèse de doctorat, sous la direction de Pierre Serna, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015

2. Sur cette notion d'événement-symbole, Hans-Jürgen LÜSERBRINK, « La Prise de la Bastille : archéologie d'un événement-symbole ». *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 104, n° 1. 1992. p. 115-12.

3. Moncillo Markovic revient dans son introduction sur la place indigente de l'incendie des barrières dans l'historiographie révolutionnaire. Les historiens l'évoquent en quelques lignes, comme c'est le cas chez Soboul, voire n'en font pas mention, comme Mathiez, qui pourtant s'attarde sur l'incendie des barrières de Lyon. À ce sujet, Moncillo Markovic rétablit une vérité oubliée par tous : l'attaque des barrières commence dès le 10 juillet et non pas le 12.

4. Hippolyte TAINE, *Les origines de la France contemporaine*, tome 2, *L'Anarchie*, Paris, Robert Laffont, 1986, p. 65. Ainsi, Taine caractérise les insurgés des barrières de « lie de la société », de « populace » qui veut du « vin à bon marché » ! On reconnaît le mépris de cet historien aux foules révolutionnaires.

5. C'est le cas de quatre barrières. La première se trouve à proximité de la place du Trône (place de la Nation aujourd'hui) et la deuxième, appelée la rotonde de la Villette ou barrière Saint-Martin, se situe place de la Bataille-de-Stalingrad. Les deux autres sont place Denfert-Rochereau et à l'entrée du parc Monceau. Toutes les autres barrières ont été démolies en 1860 quand les villages qui étaient en périphérie de Paris ont été réunis dans la capitale.

6. Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle !...*, op. cit., p. 87-89. C'est ce que confirme le libraire Siméon-Prosper Hardy dans *Mes loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance* (1753-1789).

7. Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle !...*, op. cit., p. 119

8. A Paris, les meneurs ne seront inquiétés que près d'un an après les faits et ne seront même pas jugés.

9. Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle !...*, op. cit., p. 266-278

10. L'estampe de Jean-Louis Prieur réalisée en 1789 est conservée au musée Carnavalet. Elle est reproduite en première de couverture et est analysée par Momcilo Markovic aux pages 224 à 233

11. Sur quatre-vingt individus décrétés de prise de corps dont on connaît la position sociale, quatorze sont des marchands de vins et assimilés, dix sont supposés fraudeurs, mais quarante-et-un sont artisans, gagne-deniers et compagnons. On compte également cinq bourgeois.

12. Cette intervention du pouvoir législatif surprend même si elle était demandée par la Cour des Aides chargée de juger les accusés.

13. Momcilo MARKOVIC, *Paris brûle !...*, op. cit., p. 161 à 169

14. Cette rapidité ne peut être que voulue : la perception des octrois reprend assez difficilement à partir du 23 juillet et le mur est terminé au début de 1791. Il est évident qu'il est dans l'intérêt de l'État et de la municipalité parisienne que le produit des taxes entre le plus rapidement et que son rapport soit le plus élevé possible.

AUTEUR

BORIS CATTAN

Doctorant IHRF-IHMC

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne